

(N° 53.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1904.

Budget du Ministère des Finances et des Travaux publics
pour l'exercice 1904 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

Le projet de budget du Ministère des Finances et des Travaux Publics, pour l'exercice 1904, s'élève à 56,202,937 francs ; il dépasse de 783,408 fr. celui de l'exercice précédent.

L'augmentation porte, à concurrence de 500,000 francs, sur l'entretien des routes ; — de 111,500 francs sur le matériel ; de 119,060 francs sur les traitements ; — de 40.000 francs sur les dépenses exceptionnelles. Ces suppléments de crédit paraissent justifiés. Aussi, quel que soit le désir de ménager les deniers publics qui anime les membres de la Section centrale, ils doivent se borner à constater que l'accroissement des dépenses est motivé, d'un côté, par le souci légitime d'améliorer l'entretien des routes de l'État, et, de l'autre, par le développement qu'ont été amenées à prendre les administrations du département en vue de correspondre à l'accroissement de la population.

EXAMEN EN SECTIONS.

Le projet de budget n'a donné lieu à discussion générale dans aucune des sections. Les observations de détail qui ont été présentées ont été reproduites en section centrale. Nous y reviendrons plus loin.

Dans la 1^{re} section, le projet de budget a été adopté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.

(1) Budget, n° 4, XII.

(2) La Section centrale, présidée par M. HEYDEN, était composée de MM. DE BROWNE DE TIEGE, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, HUBERT, HOYOIS, VERHAEGEN, Frédéric DELVAUX.

Dans la 2^e section, le projet de budget a été adopté par 14 voix et 1 abstention.

Dans la 3^e section, le projet de budget a été adopté à l'unanimité.

Dans la 4^e section, le projet de budget a été adopté par 8 voix et 3 abstentions.

Dans la 5^e section, le projet de budget a été adopté à l'unanimité.

Dans la 6^e section, le projet de budget a été repoussé par 8 voix contre 5.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

La division des dépenses en deux catégories, dépenses *ordinaires* et dépenses *exceptionnelles*, se justifie en général par une simple lecture. Toutefois, deux remarques se présentent à l'esprit :

1^o La similitude de certains articles portés, les uns aux dépenses ordinaires, les autres aux dépenses exceptionnelles.

Signalons notamment les articles 59 (*dépenses ordinaires*) et 62 (*dépenses exceptionnelles*) :

ART. 59 : *Ports, côtes, phares, fanaux : entretien ordinaire et extraordinaire, amélioration, administration, etc.* fr. 900,000

ART. 62 : *Ports et côtes. Travaux d'entretien extraordinaire et d'amélioration. Subsidés* fr. 1,000,000

Quelle distinction le département des travaux publics a-t-il entendu faire entre ces deux genres de travaux, définis de façon identique? Il serait peut-être assez difficile de le dire.

2^o Parmi les dépenses exceptionnelles projetées, les unes (art. 48 à 55 inclus) appartiennent à la catégorie des dépenses improductives et sont à leur place. Les autres (art. 56 à 62 inclus) semblent appartenir plutôt à la catégorie des dépenses productives et pourraient, comme telles, être inscrites au budget des dépenses extraordinaires et réduire d'autant le budget ordinaire qui nous est présenté.

Ces observations n'ont pas une grande importance. Nous les signalons surtout en vue de l'avenir.

ADMINISTRATION DES FINANCES.

Plusieurs questions relatives au personnel de l'administration des finances ont fait l'objet d'un examen attentif de la part de la Section centrale.

Le personnel de l'administration de l'enregistrement se recrute, a-t-il été dit en section, par voie de cooptation. Les receveurs acceptent ou refusent à leur gré les jeunes gens qui se présentent pour faire leur stage en qualité de surnuméraires. Un stage étant requis pour être admis à l'examen préalable à l'entrée dans les cadres, on s'est demandé si le principe constitutionnel de l'égalité admissibilité des Belges aux fonctions publiques n'est pas atteint par cette pratique administrative.

Il est à remarquer tout d'abord que des usages analogues existent à l'administration des contributions. Mais, dans l'une comme dans l'autre administration, les choix des receveurs sont soumis à l'agrément du directeur provincial. Il en résulte que, si des jeunes gens se croient refusés à tort par l'administration, ils peuvent en appeler au ministre, lequel est responsable, devant les Chambres, des actes de ses subordonnés.

D'autre part, l'on ne saurait imposer aux receveurs, soit de l'enregistrement, soit des contributions, d'accepter dans leurs bureaux et surtout de former des jeunes gens dont ils jugeraient la présence et le concours inutiles. Au demeurant, le système en vigueur à l'administration des finances se justifie par la nature même du service et il ne paraît pas offrir les défauts signalés dans l'une des sections.

Voici, à ce propos, la réponse du ministre à la question posée par la section centrale :

QUESTION.

Les jeunes gens qui se destinent à la carrière de l'enregistrement se recrutent par les receveurs de l'enregistrement.

Le principe constitutionnel de l'égalité des Belges paraissant atteint par ce système, qui est celui de la cooptation, la section centrale voudrait que le Gouvernement prît des mesures pour que les règles générales de l'accession aux emplois publics président seules, désormais, à ce recrutement.

RÉPONSE.

Il n'est pas exact de dire que les jeunes gens qui se destinent à la carrière de l'enregistrement *se recrutent par les receveurs de l'enregistrement*. La vérité est que le recrutement des employés de l'administration de l'enregistrement et des domaines a lieu par la voie d'un concours général ouvert à tous les postulants qui se trouvent dans les conditions déterminées par le règlement organique, concours dont aucun candidat n'est dispensé.

Rien n'est plus éloigné de la *cooptation*, laquelle consiste, d'après Littré, en « l'admission dans un corps avec dispense » des formalités d'admission. »

Parmi les conditions réglementaires figure le fait d'un stage d'une année au moins dans un bureau de l'enregistrement ou des droits de succession. Ce stage est nécessaire à un double point de vue : il est nécessaire, d'une part, aux candidats eux-mêmes, à qui l'étude théorique ne saurait suffire pour se préparer convenablement à l'épreuve du concours ; il est nécessaire, d'autre part, dans l'intérêt du service, pour que les candidats admis soient initiés aux travaux divers de l'administration et puissent ainsi être employés utilement dès le lendemain de leur première nomination.

S'il est facultatif aux receveurs d'accor-

der ou de refuser l'entrée de leurs bureaux aux aspirants, il est sans exemple, croit-on, réserve faite des cas où il aurait existé des causes légitimes d'exclusion, qu'un jeune homme n'ait pu obtenir l'agrément en vue du stage requis. Si cette hypothèse invraisemblable venait à se présenter, il suffirait à l'intéressé de s'adresser au Ministre pour être assuré de voir l'obstacle disparaître immédiatement.

* * *

Beaucoup de fonctionnaires inférieurs se plaignent de leur situation et adressent aux membres des Chambres l'exposé de leurs griefs.

Certaines de ces demandes sont peu justifiées. D'autres méritent de retenir l'attention.

D'une façon générale, il faut tout d'abord constater — sans caresser l'espoir de voir les usages se transformer immédiatement — que pour beaucoup de fonctions et d'emplois, il existe une sorte de malentendu dont les conséquences sont fâcheuses, et pour les pouvoirs publics et pour les intéressés.

Ni l'État, ni les provinces, ni les communes n'exigent, en général, de leurs employés et fonctionnaires, un travail aussi intense que celui qu'imposent à leurs collaborateurs les entreprises privées. De là, d'une part, des émoluments moindres que ceux que l'on paie dans l'industrie, le commerce, les bureaux d'affaires ; d'autre part, moins de travail exigé et effectué dans les services publics que dans les services privés.

Ni les pouvoirs publics, ni les intéressés ne trouvent leur compte à semblable régime. Si l'on avait le pouvoir de reconstruire depuis la base l'édifice administratif, il serait aisé de mettre d'accord l'intérêt public et l'intérêt des fonctionnaires et employés. On demanderait à ces derniers plus de travail, — ce qui aurait comme conséquence d'en réduire le nombre — et l'on paierait mieux un concours plus complet, — ce qui donnerait satisfaction aux intéressés. Mais, nous le répétons, il ne saurait être question de faire table rase d'usages profondément enracinés dans nos mœurs, et il faut se borner à porter remède aux situations qui laissent sérieusement à désirer.

Dans cet ordre d'idées, il semble que plusieurs des demandes produites à la Chambre, au nom des agents de la douane et des accises en service actif, méritent un bienveillant accueil.

Les nécessités d'un service qui exige le moins d'attaches possible de l'employé avec le public qui l'entoure, obligent le Département des Finances à envoyer loin de son milieu familial et de ses relations le douanier et l'accisien. Ce régime tient de celui adopté pour le soldat. Aussi, la section centrale verrait-elle avec plaisir les douaniers et les accisiens en service actif obtenir, sur les chemins de fer, des avantages analogues à ceux réservés aux militaires.

Le service actif qui exige la présence du douanier ou de l'accisien, soit

aux abords de la frontière, soit dans les usines surveillées, aussi bien la nuit que le jour, use prématurément la santé de bon nombre de ces employés.

Nous prions M. le Ministre d'examiner avec bienveillance s'il n'y aurait pas lieu d'abaisser l'âge de la pension et d'autoriser les employés susdits à solliciter leur mise à la retraite dès l'âge de 60 ans.

Enfin, les traitements des agents inférieurs de la douane et des accises sont fortement réduits par les retenues pratiquées d'office pour la masse d'habillement, pour la Caisse de pension des veuves et orphelins, etc. Il serait à souhaiter que ces agents vissent leurs modestes ressources accrues tout au moins de la somme que ces retenues leur enlèvent.

*
* * *

La situation des porteurs de contrainte a également fixé l'attention de la section centrale. Une question a été posée au ministre, qui y a répondu dans les termes suivants :

QUESTION.

Les porteurs de contraintes sont désignés par les Directeurs provinciaux. Ils n'ont ni appointements fixes, ni droits éventuels à la pension.

La section centrale voudrait savoir si M. le Ministre des Finances et des Travaux publics consentirait à assurer à ces modestes agents une rémunération fixe en rapport avec le travail qu'ils ont à effectuer et, tout au moins, à les affilier à la Caisse de retraite de l'État ?

RÉPONSE.

Les porteurs de contraintes ne sont pas des fonctionnaires de l'ordre administratif. Chargés de signifier certains actes aux contribuables en retard d'acquitter leurs impôts directs, ils font l'office d'huissier et sont rétribués comme les huissiers, au moyen d'émoluments fixés par un tarif; ces émoluments sont supportés par les contribuables en défaut.

La mesure des occupations des porteurs de contraintes et, par conséquent, le chiffre des ressources qu'ils tirent de leur fonction, est extrêmement variable selon l'échelle d'importance des bureaux de recette auxquels ces agents sont attachés : dans les ressorts de premier rang, leur besogne est continue ou à peu près, tandis que, dans un grand nombre d'autres ressorts, elle est très intermittente et même parfois presque nulle.

Il ne saurait être question de mettre à la charge du Trésor, sans compensation, une rémunération fixe annuelle qui serait substituée aux émoluments perçus pour chaque acte signifié. La réforme suggérée aurait donc pour résultat d'aggraver la condition des contribuables poursuivis, à raison de la nécessité de leur imposer une pénalité qui devrait être fixée de

manière à rendre le Trésor indemne de la dépense nouvelle.

Les fonctionnaires rétribués par l'État ont seuls droit à une pension de l'État ; leurs pensions sont à charge du Trésor public et non à charge d'une caisse de retraite : les seules caisses de pensions administratives gérées par l'État sont les caisses des veuves et orphelins, auxquelles les mêmes fonctionnaires contribuent par des retenues obligatoires sur leurs traitements.

Le dernier paragraphe de la réponse de l'honorable chef du département des finances et des travaux publics semble indiquer qu'une partie de la question formulée par la section centrale a été mal comprise. Celle-ci demande en effet que les porteurs de contrainte soient, tout au moins, affiliés à la Caisse de retraite de l'État, c'est-à-dire qu'ils bénéficient d'une mesure analogue à celle que le ministre a prise en faveur des cantonniers des routes de l'État.

Si ces humbles agents ne sont pas fonctionnaires, ils n'en rendent pas moins à l'État des services importants et fréquents, — continus même pour certains d'entre eux. Il serait équitable, au moyen de versements faits en leur nom à la Caisse de retraite de l'État, de leur assurer une pension proportionnée à l'importance et à la durée de leurs travaux.

*
* *

Les trois questions que l'on va lire ont été posées en vue de répondre au désir d'un membre. Le ministre y a répondu dans les termes suivants :

QUESTION.

Quelles mesures le département des Finances et des Travaux publics a-t-il prises, depuis le vote de la dernière loi sur la milice, en vue de réserver certains emplois aux anciens volontaires ?

RÉPONSE.

Depuis longtemps déjà, un titre de préférence est accordé aux anciens militaires pour l'obtention des emplois inférieurs de la douane, du service du timbre et de l'administration des Ponts et Chaussées. Spécialement les sous-officiers, brigadiers et caporaux comptant au moins huit années de service actif sont nommés préposés effectifs des douanes après un stage d'essai de quelques mois seulement, tandis que les autres candidats exercent comme préposés temporaires pendant plusieurs années.

Les dispositions de l'arrêté royal qui consacrera, au vœu de l'article 100 de la

QUESTION.

La section centrale voudrait connaître la liste des publications périodiques entreprises par le Département des Finances et des Travaux publics ?

QUESTION.

Le Gouvernement ne pourrait-il hâter l'institution d'une commission des frontières qui étudierait, d'une part, la simplification des formalités douanières à remplir par les Belges résidant dans le premier rayon de la douane, et, d'autre part, la simplification des formalités imposées par la Hollande aux Belges résidant en Belgique, le long de la frontière du Nord, et occupant des terres en Hollande dans les environs de cette frontière ?

RÉPONSE.

Les publications périodiques faites par le Département des Finances et des Travaux publics sont les suivantes :

1^o Statistique générale des Recettes et des Dépenses du Royaume (publication quinquennale);

2^o Tableau général annuel du commerce de la Belgique avec les pays étrangers ;

3^o Bulletin mensuel du commerce spécial de la Belgique avec les pays étrangers, en ce qui concerne les principales marchandises ;

4^o Comptes rendus par les Ministres en exécution des articles 44 et 45 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat (compte définitif, par budget, des dépenses de chaque exercice);

5^o Rapport annuel du Commissaire des Monnaies au Ministre des Finances et des Travaux publics;

6^o Annales des Travaux publics de Belgique.

RÉPONSE.

Si le premier point indiqué se restreint, comme il est à supposer, aux formalités imposées en Belgique, en matière de détention et de circulation du bétail, aux cultivateurs établis dans le rayon de la douane, la question, dans son ensemble, n'est autre que celle qui a été traitée dans le rapport de la Section centrale sur le projet de budget du ministère de l'agriculture pour 1903 (*Doc. parl.*, n° 77, pp. 13-16).

Le Gouvernement n'a cessé de se préoccuper de la question, mais il ne peut, jusqu'ici, rien ajouter à la réponse qu'il a faite l'année dernière et qui est relatée dans le rapport susdit.

Il convient de mentionner que l'un des sujets de plaintes signalés dans ce rapport a disparu par suite de l'abolition du droit d'entrée sur les betteraves. (Loi du 21 août 1903, art. 6.)

La section centrale ne peut qu'insister pour obtenir l'institution d'une Commission des frontières, qui, sans aucun doute, prêterait au Gouvernement un utile concours pour hâter la solution des questions pendantes.

ADMINISTRATION DES PONTS ET CHAUSSEES.

Un certain nombre de questions ont été posées au Ministre. Nous les reproduisons avec les réponses que l'honorable chef du département y a faites.

QUESTION.

Le Gouvernement ne compte-t-il pas solliciter un crédit pour indemniser la commune de Zwyndrecht de la perte que lui occasionne le non-paiement par l'État des centimes additionnels sur les nombreuses propriétés qu'il possède dans cette commune ?

RÉPONSE.

La plus grande partie des domaines que l'État possède dans la commune de Zwyndrecht est soumise à la contribution foncière, conformément à l'article 108 de la loi du 3 frimaire an VII, et l'administration locale touche depuis 1901 les centimes additionnels communaux afférents à l'impôt assis sur ces immeubles.

Quant à l'autre partie des propriétés domaniales de Zwyndrecht, elle consiste principalement en fortifications et terrains militaires qui, à cause de leur destination et de leur improductivité, sont exempts de l'impôt foncier en vertu de l'article 105 de la dite loi et du décret du 11 août 1808.

Cette situation se présente dans toutes les localités ayant sur leur territoire des établissements militaires ou autres domaines nationaux affectés à un service d'utilité publique et improductifs.

Il ne peut donc être question de solliciter un crédit spécial pour indemniser de ce chef la commune de Zwyndrecht. Il est à remarquer, d'ailleurs, que si les fortifications et terrains susvisés étaient assujettis à l'impôt foncier, les centimes additionnels communaux y relatifs s'élèveraient à peine à 200 francs.

QUESTION.

Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour assurer :

a) La réfection générale de la grande voirie ;

b) Le meilleur entretien annuel de celle-ci ?

RÉPONSE.

La réfection graduelle de la grande voirie est assurée par les crédits importants inscrits chaque année au budget extraordinaire.

Quant à l'entretien, deux ordres de mesures sont à envisager : amélioration des procédés et amélioration de la surveillance. Les moyens sont : la revision des baux d'entretien, notamment dans le

QUESTION.

Quelles sommes ont été dépensées en 1900, 1901, 1902 et 1903 pour chacun des objets auxquels se rapportent les différents littéras de l'article 53 ?

RÉPONSE.

Le tableau suivant répond à la question :

OBJET DES DÉPENSES.	Dépenses liquidées à charge des exercices			Dépenses effectuées ou engagées à charge de l'exercice 1903.
	1900.	1901.	1902.	
Litt. a) Routes : entretien ordinaire.	5,484,594 86	4,883,464 61	5,101,960 07	4,328,574 81
Litt. b) Routes : redressements, subsides.	98,491 »	94,922 72	45,950 78	59,648 74
Litt. c) Plantations : entretien, frais d'expertise	99,774 42	82,582 96	92,314 13	86,519 26
Litt. d) Parcs publics et squares; établissement et entretien	459,767 89	452,042 19	313,233 28	266,603 22
Litt. e) Voies cyclables : établissement et entretien	399,270 54	477,835 14	469,476 98	485,838 58
Litt. f) Divers (voir les développements de l'art. 33)	790,389 10	820,696 04	1,034,029 87	903,237 22
Totaux.	6,726,984 78	6,208,233 66	6,756,665 14	5,830,451 83

sens de la généralisation des rechargements généraux, avec emploi du rouleau compresseur; la réorganisation du service des cantonniers — laquelle vient d'être réalisée — et l'augmentation du crédit ordinaire.

Le crédit, qui était de 4,000,000 fr. en 1899 (art. 37 du budget du ministère de l'agriculture et des travaux publics), se trouve, par une quatrième augmentation, porté à 5,800,000 francs au projet de budget actuel.

QUESTION.

En 1900, le Ministre des Finances et des Travaux publics a déclaré que son Département mettait à l'étude le redressement de la grande voirie aux abords du fort de la Tête de Flandre. Où en est cette étude ?

QUESTION.

Le Gouvernement compte-t-il proposer sans retard à la Chambre l'établissement à Burght, sur l'Escaut, d'un passage d'eau à vapeur ?

QUESTION.

Pourquoi le Budget ne comprend-il pas de crédit en vue de l'achèvement de l'hôtel du Gouvernement provincial, à Bruges ?

QUESTION.

Pourquoi le crédit porté à l'article 52 n'a-t-il pas été utilisé jusqu'ici ?

RÉPONSE.

On compte que les études aboutiront prochainement.

RÉPONSE.

L'exploitation par bateau à vapeur du passage d'eau de Burght est décidée.

Le Gouvernement compte pouvoir procéder prochainement à la mise en adjudication.

RÉPONSE.

Les études n'étaient pas terminées au moment de la formation du budget.

RÉPONSE.

Le programme des travaux n'est pas définitivement arrêté.

*
* *

La section centrale croît pouvoir joindre ses instances à celles qui se sont produites ailleurs, afin d'obtenir que les cahiers des charges des travaux publics interdisent désormais l'emploi de la céruse et prescrivent le remplacement de cette matière dangereuse pour la vie des ouvriers peintres par le blanc de zinc, matière inoffensive.

A l'appui de sa demande, elle signale à la Chambre les essais comparatifs de peinture au blanc de céruse et au blanc de zinc pratiqués à Paris, depuis le mois d'août 1902.

Une commission instituée par la Société de médecine publique, de concert avec la Chambre syndicale des entrepreneurs de la ville de Paris, a constaté, en octobre 1903, qu'aucune différence appréciable ne s'est manifestée dans la façon dont se sont comportés les échantillons peints au blanc de zinc et ceux peints au blanc de céruse, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment (1).

A supposer même que l'enduit à base de céruse soit plus durable que celui à base de blanc de zinc, la durée de la vie des ouvriers a une toute autre importance et réclame impérieusement le sacrifice que demande la section centrale.

*
* *

(1) *Bulletin de l'Office du travail de France*, décembre 1903.

La situation des aides temporaires des Ponts et Chaussées réclame des améliorations, non pas tant au point de vue des traitements qui leur sont alloués qu'à celui du régime auquel ils sont soumis. Cette situation a donné lieu à la question et à la réponse qui suivent :

QUESTION.

Les aides temporaires des Ponts et Chaussées ont une position instable. Ils ne peuvent aspirer à la pension à la fin de leur carrière, bien que bon nombre d'entre eux demeurent pendant toute leur vie au service de l'État. Monsieur le Ministre ne pourrait-il :

a) les affilier tout au moins à la Caisse de Retraite de l'État ;

b) augmenter le nombre des surveillants à poste fixe et réserver ces places, le plus possible, aux aides temporaires qui auraient, pendant cinq ans, donné des preuves de capacité, d'activité et d'intégrité ;

c) réserver le plus possible les places d'éclusier, de garde-canal, de garde-rivière, de receveur, etc., aux aides temporaires qui ne pourraient être nommés surveillants malgré leurs bons services ?

RÉPONSE.

Je viens de faire dresser un projet de règlement organique instituant l'examen de concours en vue du recrutement des aides temporaires, surveillants, et déterminant les conditions de leur admission ultérieure à l'emploi de surveillant. Sous l'empire de ce nouveau règlement, la position d'aide temporaire surveillant sera essentiellement passagère ; les agents de cette catégorie qui, après un stage formant le complément de l'épreuve du concours, ne seront pas reconnus aptes à l'emploi de surveillant, seront congédiés.

Pour 56 surveillants à titre définitif, il y a environ 150 aides temporaires. Il résulte de cette disproportion qu'un nombre considérable d'aides temporaires conservent pendant toute leur carrière le caractère instable d'employés temporaires.

Ils ne sont pas admis à participer à la Caisse des pensions.

La réforme que nous préconisons aurait pour objet :

1° D'augmenter le cadre des surveillants définitifs, de façon à pouvoir accorder le grade, avec la stabilité qu'il comporte, aux surveillants temporaires qui le méritent, à concurrence du nombre de surveillants que l'Administration utilise d'une façon permanente ;

2° D'accorder la préférence, à égalité de titres, aux aides temporaires qui ne peuvent être nommés surveillants définitifs, pour certains emplois subalternes, tels que ceux de garde-canal, de receveur, d'éclusier, etc., de façon à leur offrir, à l'occasion, des positions stables ;

3° De les affilier à la Caisse de retraite de l'État, en attendant qu'ils puissent participer, comme fonctionnaires, à la Caisse des pensions.

La section centrale espère que la voie dans laquelle M. le Ministre annonce qu'il vient d'entrer permettra d'offrir aux intéressés les satisfactions demandées.

Elle prend acte avec satisfaction des améliorations de traitement accordées récemment par M. le Ministre aux cantonniers des routes de l'État et elle l'en remercie.

* * *

La démolition de la construction foraine que le public qualifie plaisamment de mosquée du parc du Cinquantenaire, a commencé, bien que l'administration n'y ait point, jusqu'ici, mis la main. Elle se poursuit lentement mais sûrement par la désagrégation et la chute des matériaux employés à la construction. Il est vraiment inexplicable que l'administration des Ponts et Chaussées n'ait pas été appelée à surveiller l'édification d'un bâtiment qui a coûté à l'État 115,000 francs et qui est sa propriété.

Quoi qu'il en soit, la destruction lente de la mosquée a des conséquences fâcheuses au point de vue artistique. Le panorama du Caire, peint par Wauters et don de M. Cavens, souffre de l'abandon dans lequel se trouve le bâtiment qui est censé l'abriter.

Aussi la section centrale insiste-t-elle pour que M. le Ministre mette à exécution, sans retard, les intentions qu'a annoncées son discours du 16 juillet dernier. En attendant que le panorama de Wauters puisse être installé dans de bonnes conditions, soit dans un hall du musée du Cinquantenaire, soit ailleurs, la toile pourrait être roulée et conservée soigneusement à l'abri des intempéries. Quant à la méchante construction qui lui sert d'abri, elle serait rasée sans délai.

Voici la réponse de M. le Ministre des Finances à la question posée à ce propos par la section centrale:

QUESTION.	RÉPONSE.
Monsieur le Ministre compte-t-il faire démolir sous peu le bâtiment qui abrite le panorama du Caire de M. Wauters, au Parc de Cinquantenaire, et prend-il des mesures pour installer cette toile ailleurs?	La restauration de l'édifice abritant le panorama du Caire doit être abandonnée, à raison du coût excessif de ce travail. Rien n'est décidé quant à une autre installation de cette toile.

* * *

Un membre de la section centrale s'est plaint de ce que le repos du dimanche n'est accordé ni aux éclusiers, ni aux agents chargés de la manœuvre des ponts. Il résulte de renseignements puisés à bonne source que c'est le souci des intérêts de la batellerie qui amène M. le Ministre à permettre le trafic même le dimanche sur les voies navigables. La batellerie a une rude concurrence à soutenir, pour le transport des matières pondéreuses, contre le chemin de fer. Si la fermeture des écluses et des ponts était prescrite le dimanche, l'utilisation du capital-bateaux serait rendue impossible pendant 52 jours par an, c'est-à-dire pendant un septième de l'année.

C'est ce que l'on veut éviter et, à cette fin, la navigation fluviale est autorisée le dimanche comme les autres jours.

La question suivante posée, à ce propos, par la section centrale, n'a reçu qu'une réponse incomplète.

QUESTION.

Le Gouvernement ne pourrait-il, grâce à l'octroi de certaines compensations à la batellerie, tenir fermées les écluses et les ponts, le dimanche et accorder aux éclusiers et aux tourneurs de pont le repos dominical?

RÉPONSE.

Des facilités sont accordées à tous les agents chargés de la manœuvre des écluses et des ponts, pour leur permettre de remplir leurs devoirs religieux les dimanches et les jours de fête. Sur la plupart de nos voies fluviales, d'ailleurs, la navigation n'est autorisée actuellement, le dimanche, qu'à partir de 9 heures du matin.

Il serait à souhaiter que des mesures fussent en outre prises pour assurer aux agents chargés de la manœuvre des écluses et des ponts des jours hebdomadaires de repos, choisis de façon à se concilier avec les nécessités du service.

* *

La section centrale a posé au ministre la question suivante relative aux débits de boissons exploités par les éclusiers :

QUESTION.

Le Département des Finances et des Travaux publics ne pourrait-il, moyennant indemnité, supprimer de suite les débits de boissons exploités par les éclusiers ?

RÉPONSE.

Les autorisations de débiter des boissons dans les maisons éclusières et pontières n'ont jamais été accordées qu'à titre précaire et de simple tolérance; leur retrait ne saurait donc donner ouverture à indemnité.

Je n'hésiterais pas à supprimer sur-le-champ tout débit dont l'existence entraînerait quelque abus.

* *

A plusieurs reprises, la section centrale s'est occupée de l'article du Budget (33^d du Budget de 1904) qui prévoit, en vue de l'établissement et de l'entretien des parcs publics et des squares, une somme de 150,000 francs.

La Chambre trouvera ci-après la superficie de ces parcs publics et squares, telle que nous la fait connaître M. le Ministre des Finances et des Travaux publics.

	H.	A.	C.
Parc de Tervueren	228	58	»
— de Laeken	47	73	»
— du Cinquantenaire y compris le parc triangulaire (5 H.) et le palais (7 H.) . .	33	»	»
Région des étangs de Groenendaël	29	73	50
Parc de l'Observatoire à Uccle	41	58	»
Jardin du Palais des Académies	1	22	60
Jardin de l'Ancien Observatoire	»	65	83
Squares de l'église de Laeken	»	48	50
Jardin du Musée Wiertz	»	45	05
Squares des deux ponts de l'avenue de la Reine	»	42	82
— de la place du Trône	»	34	21
— de la place du Petit-Sablon	»	30	40
— du Musée de la Porte de Hal	»	24	48
Jardin du Musée moderne	»	22	57
Square de la Colonne du Congrès	»	17	50
— de la place Poelaert et de la rue des Quatre-Bras	»	27	39
— à l'intersection de la rue de la Régence et de la rue de Ruysbroeck . .	»	13	48
— de la Bibliothèque royale	»	10	83
— de la Place des Martyrs	»	9	66
— du Palais des Beaux-Arts	»	8	»
— de la station de Laeken	»	5	84
— entourant l'église du Sablon	»	2	65
Total. . .	355	88	31

N. B. — Ne sont pas comprises dans le tableau ci-dessus, les dépendances des routes et des avenues.

La Section centrale a adopté le projet de Budget à l'unanimité et en propose, à son tour, l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,

VERHAEGEN.

Le Président,

HEYENEN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1904.

Begrooting van het Ministerie van Financiën en Openbare Werken
voor het dienstjaar 1904 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begrooting van het Ministerie van Financiën en Openbare Werken voor het dienstjaar 1904, beloopt 56,202,937 frank, of 783,105 frank meer dan het vorige dienstjaar.

De verhooging bevat 500,000 frank voor het onderhoud der wegen, 111,500 frank op het materieel; 119,060 frank op de jaarwedden; 40,000 frank op de buitengewone uitgaven. Deze verhoogingen van krediet schijnen gerechtvaardigd. En hoezeer ook de leden der Middenafdeeling verlangen 's lands penningen te sparen, toch kunnen zij niet anders dan verklaren dat de verhooging van uitgaven is te wijten eenerzijds aan het billijk verlangen om het onderhoud van Staats wegen te verbeteren, en anderzijds aan de uitbreiding, genomen door de bestuursdiensten van het departement, om overeen te komen met de toenemende bevolking.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

In geene enkele afdeeling gaf het ontwerp van begrooting aanleiding tot algemeene beraadslaging. De aanmerkingen over bijzondere punten werden in de Middenafdeeling herhaald. Wij spreken er nader over.

In de 1^o afdeeling, werd het ontwerp van begrooting goedgekeurd met 9 stemmen tegen 1 en 5 onthoudingen.

(1) Begrooting, n^o 4, XII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren DE BROWNE DE TIEGE, DE GHELLINCK D'ELSEGHEN, HUBERT, HOVOIS, VERHAEGEN, Frederik DELVAUX.

In de 2^e afdeeling, werd het goedgekeurd met 14 stemmen en 1 onthouding.

In de 3^e afdeeling, met eenparige stemmen.

In de 4^e afdeeling, met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

In de 5^e afdeeling, met eenparige stemmen.

In de 6^e afdeeling, werd het verworpen met 8 stemmen tegen 5.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING

De splitsing der uitgaven in twee soorten, *gewone* en *buitengewone*, is doorgaans te begrijpen bij eene eenvoudige lezing. Evenwel komen twee opmerkingen voor den geest :

1^o De gelijkaardigheid van sommige artikelen, waarvan de eene zijn gebracht op de gewone uitgaven, en de andere op de buitengewone.

Wij wijzen namelijk op artikel 59 (*gewone uitgaven*) en 62 (*buitengewone uitgaven*).

ART. 59 : *Havens, kusten, vuurtorens, bakens : gewoon en buitengewoon onderhoud, verbetering, bestuur, enz.* fr. 900,000

ART. 62 : *Havens en kusten. Buitengewone onderhouds- en verbeteringswerken.* Toelagen fr. 1,000,000

Welk onderscheid wilde het departement van openbare werken maken tusschen die twee soorten van werken, op dezelfde wijze omschreven? 't Ware wellicht nogal moeilijk het te zeggen.

2^o Onder de ontworpen buitengewone werken, behooren de eene (art. 48 tot en met 55), tot de soort der niets opbrengende uitgaven, en bevinden zich op hare plaats. De andere (art. 56 tot en met 62), schijnen veeleer te behooren tot de opbrengende uitgaven en zouden als zoodanig kunnen worden overgebracht op de begrooting van buitengewone uitgaven, en de ons voorgelegde gewone begrooting met zooveel verminderen.

Deze opmerkingen zijn van niet veel belang, en wij wijzen er vooral op met het oog op de toekomst.

FINANCIEWEZEN.

Vele vraagstukken betreffende het personeel van het financiewezen werden door de Middenafdeeling aandachtig onderzocht.

In eene afdeeling werd gezegd dat het personeel van den registratiedienst wordt aangeworven met voorbijgang der gewone voorwaarden van opneming. De ontvangers laten de jongelingen, die zich voorstellen om hunnen proeftijd als surnumerair te doen, willekeurig toe of wijzen ze af. Vermits een proeftijd wordt vereischt om het examen af te leggen, alvorens in de kaders te worden opgenomen, is de vraag gesteld of het grondwettelijk beginsel van gelijkheid der Belgen om te worden toegelaten tot openbare ambten, door dergelijke handelwijze niet wordt over het hoofd gezien.

Eerst en vooral dient te worden opgemerkt dat hetzelfde stelsel gebruikelijk is bij het bestuur der belastingen. Doch in beide besturen heeft de provinciale bestuurder zijn zegel te hechten aan de keus der ontvangers. Daaruit volgt dat, zoo sommige jongelingen vermeenen dat zij ten onrechte door het bestuur werden afgewezen, zij in beroep kunnen komen bij den minister, die tegenover de Kamers aansprakelijk is voor de handelwijze zijner ondergeschikten.

Anderzijds mag men de ontvangers van registratie of van belastingen niet verplichten om jongelingen, wier aanwezigheid en medewerking nutteloos zouden zijn, in hunne kantoren op te nemen, en vooral ze op te leiden. Het stelsel dat bestaat in het financieewezen is eigenlijk gerechtvaardigd door den aard zelve van den dienst, en schijnt niet de gebreken op te leveren, waarop in eene der afdeelingen werd gewezen.

Ziehier het antwoord van den Minister op de vraag, dienaangaande door de Middenafdeeling gesteld :

VRAAG.

De jongelingen die in den dienst der registratie willen treden, worden aangeworven door de ontvangers der registratie.

Daar het grondwettelijk beginsel van gelijkheid der Belgen is aangetast door dit stelsel, dat de gewone voorwaarden van opneming voorbijziet, verlangt de Middenafdeeling dat de Regeering maatregelen zou nemen, opdat voortaan de algemeene regelen voor den toegang tot openbare ambten op deze werving worden toegepast.

ANTWOORD.

Ten onrechte wordt beweerd dat de jongelingen die zich voor den registratiedienst bestemmen, *worden aangeworven door de ontvangers der registratie*. De beambten van het bestuur der registratie en der domeinen worden aangeworven door middel van een algemeenen wedstrijd, onder al de aanvragers die beantwoorden aan de vereischten, door de inrichtingsverordening bepaald, en van welken wedstrijd geen candidaat is ontslagen.

Niets verschilt meer van *cooptation*, die, volgens Littré, bestaat in « opneming » in een korps mits ontheffing van de » voorwaarden van opneming. »

Onder de vereischten, door het reglement gesteld, komt voor, een proeftijd van ten minste een jaar in een kantoor der registratie of der erfenisrechten. Die proeftijd is noodzakelijk om twee redenen : eenerzijds voor de kandidaten zelve, die aan theoretische studie niet genoeg hebben om zich behoorlijk te bereiden voor de proef van den wedstrijd ; anderzijds is hij noodzakelijk in 't belang van den dienst, opdat de aanvaarde kandidaten bedreven zouden zijn in de verschillende werken van het bestuur en zich aldus nuttig zouden kunnen maken, onmiddellijk na hunne eerste benoeming.

Het staat den ontvangers vrij, al of niet de candidaten in hunne kantoren toe te laten, en behalve de gevallen waarin billijke reden tot uitsluiting zou bestaan, is er, denkt men, geen enkel waarin een jongeling niet tot den vereischten proeftijd werd toegelaten. Moest deze onwaarschijnlijke onderstelling zich voordoen, dan zou het volstaan dat de belanghebbende zich wende tot den Minister, om onmiddellijk den hinderpaal te doen wegruimen.

Vele lagere ambtenaren klagen over hun toestand en leggen aan de leden der Kamers hunne grieven bloot.

Sommige van die vragen zijn weinig gegrond. Andere verdienen de aandacht te vestigen.

Over 't algemeen dient men vooreerst te doen uitschijnen — zonder zich te vleien met de hoop dat de gebruiken onmiddellijk zullen veranderen — dat er voor vele ambten en betrekkingen een soort van misverstand bestaat, waarvan de gevolgen noodlottig zijn, zoo voor de openbare machten als voor de belanghebbenden.

Staat, provinciën noch gemeenten vergen doorgaans van hunne beambten en ambtenaren zooveel werk als wordt opgelegd aan medewerkers in private ondernemingen. Dit heeft voor gevolg dat er eenerzijds minder wedde wordt betaald dan in nijverheid, handel of bij zaakbezorgers, en anderzijds minder werk gevergd en verricht in openbare dan in private diensten.

Dergelijk stelsel bevredigt de openbare machten noch de belanghebbenden. Kon men den bestuurdienst opnieuw gansch herinrichten, het openbaar belang ware gemakkelijk overeen te brengen met het belang van ambtenaren en beambten. Aan laatstgemelden zou men meer werk opleggen — waardoor hun getal verminderen zou — en meerderen arbeid beter betalen, wat de belanghebbenden bevredigen zou. Doch nogmaals, er valt niet aan te denken om af te breken met gebruiken, die in onze zeden diep zijn ingeworteld, en men hoeft zich te bepalen tot het verhelpen van toestanden, die ernstig te wenschen overlaten.

't Schijnt dat in dien zin vele verzoeken, bij de Kamer ingezonden, namens beambten van het tol- en accijnswezen, een welwillend onthaal verdienen.

De behoeften van een dienst die eischt dat de beambte zoo weinig mogelijk aanraking heeft met het hem omringend publiek, noodzaken het Departement van Financiën om tol- en accijnsbeambten zooverre mogelijk te verwijderen van hunne familie en betrekkingen. Dit stelsel gelijkt aan datgene, voor den soldaat aangenomen. Ook zou de Middenafdeeling met genoegen zien dat tol- en accijnsbeambten in werkelijken dienst op de spoorwegen dezelfde voordeelen verwierven als militairen.

Werkelijke dienst vereischt dat de tol- of accijnsbeambte, hetzij nabij de grens, hetzij in bewaakte fabrieken, zoo bij dag als bij nacht aanwezig zij, en dat krenkt vóór den tijd de gezondheid van vele dier beambten.

Wij vragen dat de heer Minister welwillend zou onderzoeken of het niet raadzaam ware pensioen te verleen en op minder gevorderden leeftijd, en bovenbedoelde beambten te machtigen om het op den ouderdom van 60 jaar te genieten.

Daarenboven wordt de jaarwedde der lagere beambten bij den tol- en accijnsdienst merkelyk besnoeid door afhoudingen, ambtshalve gedaan voor de kleedingmassa, de pensioenkas voor weduwen en weezen, enz. 't Ware te wenschen dat het bescheiden inkomen van deze beambten ten minste werd vermeerderd met de som, hun door die afhoudingen ontnomen.

* * *

De toestand der dwangbevelbrengers vestigde insgelijks de aandacht der Middenafdeeling. Daarover werd den Minister eene vraag gesteld, en hij antwoordde daarop als volgt :

VRAAG.

De dwangbevelbrengers worden aangeduid door de provinciale bestuurders. Zij hebben geene vaste jaarwedde en geen recht op pensioen.

De Middenafdeeling verlangt te weten of de heer Minister van Financiën en Openbare Werken zou toestemmen om deze nederige beambteneene vaste bezoldiging te verzekeren, overeenkomend met den door hen te verrichten arbeid, en te minste ze aan te sluiten bij Staats pensioenkas.

ANTWOORD.

Dwangbevelbrengers behooren niet tot deambtenaren van 't bestuur. Zij beteekenen sommige akten aan schatplichtigen die laattijdig hunne rechtstreeksche belastingen betalen, handelen als deurwaarders en worden als deze betaald door middel van vergeldingen, door een tarief bepaald en betaald door ingebreke blijvende schatplichtigen.

De maatstaf der werkzaamheden van de dwangbevelbrengers, en bijgevolg het cijfer der winst, hun door hun bedrijf opgeleverd, is uiterst verschillend, naar gelang van het beduidende der ontvangstkantoren, waarbij deze beambten zijn verbonden : in kantoren van eersten rang, hebben zij nagenoeg gestadig werk, in tal van andere kantoren daarentegen zeer onregelmatig en soms onbeduidend.

Er valt niet aan te denken om hun zonder vergoeding ten laste der Schatkist eene vaste jaarwedde te verstrekken in plaats van wat zij voor iedere beteekende akte trekken. Door de gevraagde hervorming zou dus de toestand der vervolgde schatplichtigen worden verergd, dewijl men hun noodzakelyk eene geldelyke straf zou moeten opleggen, derwijze te

bepalen dat de nieuwe uitgave niet ten laste van de Schatkist valt.

Alleen de ambtenaren die door den Staat worden bezoldigd, hebben recht op Staatspensioen; hun pensioen valt ten laste van de openbare Schatkist en niet ten laste van eene lijfrentekas: alleen de bestuurspensioen-kassen, beheerd door den Staat, zijn kassen voor weduwen en weezen, waartoe dezelfde ambtenaren bijdragen door verplichte afhoudingen op hunne jaarwedde.

De laatste paragraaf van het antwoord van het achtbaar hoofd des Departements van Financiën en Openbare Werken schijnt te bewijzen dat een deel van de vraag, gesteld door de Middenafdeeling, niet goed werd begrepen. Deze vraag immers dat de dwangbevelbrengers ten minste zouden worden aangesloten bij Staats pensioenkas, 't is te zeggen het voordeel genieten van een zelfden maatregel als de Minister nam ten bate der kantonniers van Staats wegen.

Zijn deze geringe beambten geene ambtenaren, toch bewijzen zij den Staat meermaals gewichtige en zelfs sommigen hunner onafgebroken diensten. 't Ware billijk hun, door middel van storting, uit hunnen naam gedaan in Staats pensioenkas, een pensioen te verzekeren, in verhouding tot het gewicht en den duur hunner werkzaamheden.

*
* * *

De drie onderstaande vragen werden gesteld om het verlangen van een lid te bevredigen. De Minister antwoordde daarop als volgt :

VRAAG.

Welke maatregelen nam het Departement van Financiën en Openbare Werken, sedert het invoeren van de jongste militiewet, ten einde zekere ambten aan gewezen vrijwilligers voor te behouden?

ANTWOORD.

Reeds sedert lang wordt de voorkeur verleend aan gewezen militairen, voor het verwerven van lagere betrekkingen bij het tolwezen, den dienst van het zegel en het bestuur van Bruggen en Wegen. Inzonderheid onderofficieren, brigadiers en korporaals met minstens acht jaar werkelijken dienst, worden bepaald benoemd tot tolbeambte na slechts weinige maanden proeftijd, terwijl de andere kandidaten verscheidene jaren als tijdelijk aangestelden dienen.

De bepalingen van het koninklijk besluit dat luidens artikel 100 der militiewet deze punten moet regelen, liggen ter studie.

VRAAG.

De Middenafdeeling verlangt kennis te hebben van de lijst der stukken, geregeld in 't licht gegeven door het Departement van Financiën en Openbare Werken.

ANTWOORD.

Ziehier welke stukken het Departement van Financiën en Openbare Werken geregeld in 't licht geeft :

1^o Algemeene statistiek van 's Rijks Ontvangsten en Uitgaven (vijfjarig);

2^o Jaarlijksche algemeene tabel van België's handel met vreemde landen;

3^o Maandblad van België's bijzonderen handel met vreemde landen, wat de voornaamste goederen betreft;

4^o Verslagen van de Ministers, in uitvoering van artikelen 44 en 45 der wet van 15 Mei 1846 op Staats rekenplichtig beheer (slotrekening, per begrooting, van de uitgaven voor ieder dienstjaar);

5^o Jaarverslag van den Commissaris van het Muntwezen bij het Ministerie van Financiën en Openbare Werken;

6^o Jaarboeken der Openbare Werken in België.

VRAAG.

Kan de Regeering geen spoed bijzetten aan het instellen van eene grenscommissie, die eenerzijds zou bestudeeren het vereenvoudigen van de formaliteiten, in zake van tolwezen te vervullen door Belgen, die binnen den eersten tolkring verblijven, en anderzijds het vereenvoudigen van de formaliteiten, door Nederland opgelegd aan Belgen die langsheen de Noordergrens verblijven en landen gebruiken in Nederland, in de nabijheid van die grens?

ANTWOORD.

Zoo, gelijk is te onderstellen, het eerste aangeduide punt zich beperkt tot de formaliteiten, in België in zake van bezitten en verplaatsen van vee opgelegd aan landbouwers, gevestigd binnen den tolkring, zoo is de vraag in haar geheel geene andere dan die welke werd behandeld in het verslag der Middenafdeeling over het ontwerp van begrooting van het Ministerie van Landbouw voor 1903 (*Oorkonden*, n^o 77, blzz. 14-16).

De Regeering hield zich gestadig met deze zaak onledig, doch kan tot hertoe niets toevoegen aan het antwoord, door haar verleden jaar gegeven en in bovengemeld verslag opgenomen.

Er dient te worden aangemerkt dat eene der oorzaken van de klachten, in dat verslag vermeld, weggenomen werd door het intrekken van het invoerrecht op beetwortelen. (Wet van 21 Augustus 1903, art. 6.)

De Middenafdeeling kan enkel aandringen op het instellen van eene grenscommissie, die ongetwijfeld voor de Regeering eene nuttige hulp zou wezen om de oplossing der gestelde vraagstukken te bespoedigen.

BESTUUR VAN BRUGGEN EN WEGEN.

Zeker getal vragen werden den Minister gesteld. Wij deelen ze hier mede naast de antwoorden van den achtbaren heer Minister :

VRAAG.

Is de Regeering niet van plan een krediet te vragen, om de gemeente Zwijndrecht schadeloos te stellen voor het verlies dat zij lijdt, door dien de Staat de opcentiemen niet betaalt op de talrijke eigendommen welke hij in die gemeente bezit ?

ANTWOORD.

Het meerendeel der domeinen van den Staat in de gemeente Zwijndrecht zijn onderworpen aan de grondbelasting, overeenkomstig artikel 108 der wet van 3 Frimaire jaar VII, en het plaatselijk bestuur trekt sedert 1901 de gemeentelijke opcentiemen op de belasting waarmede die onroerende goederen zijn getroffen.

Het ander gedeelte dier domeingooderen te Zwijndrecht bestaat hoofdzakelijk in vestingen en krijgsterrein welke, om reden van hunne bestemming en daar zij niets opbrengen, ontslagen zijn van de grondbelasting, krachtens artikel 103 van voornoemde wet en het decreet van 11 Augustus 1808.

Dezelfde toestand bestaat in alle gemeenten op wier grondgebied krijgsinrichtingen of andere Staatsdomeinen zijn gelegen, bestemd tot een dienst van openbaar nut en dus niets opbrengen.

Er kan dus geen spraak van zijn een afzonderlijk krediet te vragen om de gemeente Zwijndrecht uit dien hoofde te vergoeden. Er dient overigens opgemerkt te worden dat, zoo bedoelde versterkingswerken en gronden aan grondbelasting onderhevig waren, de opcentiemen voor de gemeente ternauwernood 200 fr. zouden bedragen.

VRAAG.

Welke maatregelen denkt de Regeering te nemen voor :

a) De algemeene herstelling van Staats wegen ;

b) Het beste jaarlijksch onderhoud van die wegen ?

ANTWOORD.

De trapsgewijze herstelling van Staats wegen is verzekerd door de aanzienlijke kredieten, telkenjare op de buitengewone begrooting uitgetrokken.

Wat het onderhoud betreft, dienen twee soorten van maatregelen in acht te

VRAAG.

Welke sommen werden in 1900, 1901, 1902 en 1903 uitgegeven voor elk der voorwerpen bedoeld in de verschillende littera's van artikel 53?

worden genomen : verbetering van de wijze van handelen en verbetering van het toezicht. De middelen daartoe zijn : de herziening van de onderhoudspachten, in dezen zin dat doorgaans de versterking der wegen met de pletrol geschiede ; de herinrichting van den dienst der kantonniers — welke onlangs gedaan is — en de verhooging van het gewoon krediet.

Het krediet dat, 4,000,000 frank bedroeg in 1899 (art. 37 der begrooting van 't ministerie van landbouw en openbare werken), beloopt thans, door eene vierde verhooging, 5,800,000 frank op het ontwerp van begrooting voor dit jaar.

ANTWOORD.

De volgende de tabel beantwoordt de vraag.

BESTEMMING DER UITGAVEN.	Uitgaven betaald op de dienstjaren.			Uitgaven, gedaan of waartoe ver- bintenis bestaat, ten laste van het dienstjaar.
	1900.	1901.	1902.	
Litt. a) Wegen : gewoon onderhoud.	5,184,594 86	4,883,164 64	5,401,960 07	4,328,374 84
Litt. b) Wegen : rechtmaking, toe- lagen	93,491 »	91,922 72	45,950 78	59,648 74
Litt. c) Beplantingen : onderhoud, kosten van schatting	99,771 42	82,582 96	92,314 43	86,349 26
Litt. d) Openbare parken, squares, aanleg en onderhoud	159,767 89	152,012 19	313,233 28	266,603 22
Litt. e) Banen voor wielrijders, aan- leg en onderhoud	399,270 51	177,855 14	469,176 98	185,838 58
Litt. f) Allerhande (zie de toelichting van art. 53).	790,389 10	820,696 04	1,034,029 87	903,237 22
Totaal	6,726,984 78	6,208,233 66	6,756,665 41	5,830,451 83

VRAAG.

In 1900 verklaarde de Minister van Financiën en Openbare Werken dat zijn Departement de rechtmaking van Staatswegen, rond het fort van 't Vlaamsch Hoofd, bestudeerde. Hoe verre is die studie gevorderd?

VRAAG.

Denkt de Regeering eerlang aan de Kamer voor te stellen een overzetdienst per stoomboot op de Schelde te Burcht in te richten?

VRAAG.

Waarom bevat de Begrooting geen krediet voor het voltooien van het provinciaal gouvernementshotel te Brugge.

VRAAG.

Waarom werd het krediet onder artikel 52 uitgetrokken, tot hiertoe nog niet gebezigd?

ANTWOORD.

Die studiën zullen, denkt men, eerlang tot een uitslag komen.

ANTWOORD.

Tot het inrichten van den overzetdienst per stoomboot te Burcht is besloten.

De Regeering denkt eerlang tot de aanbesteding te kunnen overgaan.

ANTWOORD.

Toen de begrooting werd opgemaakt, waren de studiën nog niet afgelopen.

ANTWOORD.

Het programma der werken is nog niet voorgoed opgemaakt.

*
* *

De Middenafdeeling denkt insgelijks te moeten aandringen, zooals van andere zijde werd gedaan, opdat in de lastenkohieren der openbare werken het gebruik van loodwit zou worden verboden en bepaald dat die voor 't leven der schildersgasten gevaarlijke stof vervangen worde door zinkwit, dat onschadelijk is.

Tot staving harer vraag, vestigt zij de aandacht der Kamer op de vergelijkende proefnemingen van schilderwerk met loodwit en met zinkwit, te Parijs gedaan sedert de maand Augustus 1902.

Eene commissie aangesteld door de Maatschappij voor openbare geneeskunde, in gemeen overleg met de Syndicale kamer der ondernemers te Parijs, stelde, in October 1903, vast dat er geen beduidend verschil kon waargenomen worden in de uitslagen van het proefschilderwerk met zinkwit en dit met loodwit, en dat evenmin buiten als binnen de gebouwen (1).

Ondersteld zelfs dat de schildering met loodwit duurzamer is dan die met zinkwit, dan levert de duur van het leven der werklieden eene gansch andere belangrijkheid op en vergt dringend de opoffering welke de Middenafdeeling vraagt.

(1) *Bulletin de l'Office du travail de France*, December 1903.

De toestand der tijdelijke hulpbeambten bij den dienst van Bruggen en Wegen vergt verbetering, niet zoozeer met het oog op de hun toegekende jaarwedden als met het oog op het stelsel dat voor hen van toepassing is. Die toestand lokte de volgende vraag en antwoord uit :

VRAAG.

De tijdelijke hulpbeambten bij Bruggen en Wegen hebben geene bestendige betrekking. Zij kunnen op geen pensioen rekenen op 't einde hunner loopbaan, alhoewel menigen onder hen hun leven lang in Staatsdienst blijven. Kan de heer Minister :

a) Hen ten minste niet aansluiten bij de Lijfrentekas van den Staat ;

b) Het getal bestendige toezieners vermeerderen en die plaatsen zooveel mogelijk voorbehouden aan de tijdelijke hulpbeambten, die gedurende vijf jaar blijken zouden geleverd hebben van bekwaamheid, werkzaamheid en onomkoopbaarheid ;

c) De betrekkingen van sassenier, vaartwachters, rivierwachters, ontvangers, enz., zooveel mogelijk voorbehouden aan de tijdelijke hulpbeambten die geen toezieners kunnen worden benoemd, niet tegenstaande hunne goede diensten ?

ANTWOORD.

Ik heb onlangs een ontwerp van inrichtingsreglement doen opmaken, dat een wedstrijd-examen instelt, met het oog op het aanwerven van de tijdelijke hulpbeambten, toezieners, en de voorwaarden bepaalt waaronder zij later tot toezieners kunnen worden benoemd. Volgens dat nieuw reglement, zal de betrekking van tijdelijke hulptoezieners hoofdzakelijk onbestendig zijn; de beambten van die soort, welke na een proeftijd ter aanvulling van den wedstrijd niet bevoegd worden bevonden voor het ambt van toezieners, zullen worden afgedankt.

Voor 56 bestendige toezieners, zijn er omstreeks 150 tijdelijke hulptoezieners. Dat groot verschil brengt mede dat een aantal tijdelijke hulptoezieners hunne gansche loopbaan eene onzekere betrekking bekleeden van tijdelijke beambten.

Zij worden niet toegelaten om deel te nemen aan de Pensioenkas.

De hervorming welke wij vragen, zou ten doel hebben :

1^o Het getal bestendige toezieners te vermeerderen, ten einde den graad met deeraan verbonden bestendigheid te kunnen toekennen aan de tijdelijke toezieners die het verdienen, tot beloop van het getal toezieners die het Bestuur op bestendige wijze bezigt ;

2^o Aan de tijdelijke hulptoezieners die geen bestendige toezieners kunnen benoemd worden, bij gelijke titels, de voorkeur te geven voor zekere ondergeschikte betrekkingen, zooals die van vaartwachter, ontvanger, sassenier, enz., ten einde hun in voorkomend geval eene vaste betrekking aan te bieden ;

3^o Hen aan te sluiten bij Staats Lijfrentekas, in afwachting dat zij, als ambtenaar, kunnen deelnemen aan de Pensioenkas.

De Middenafdeeling hoopt dat de weg, dien de heer Minister ons aankon-

digte te zijn ingeslagen, zal veroorloven de belanghebbenden de gewenschte voldoening te schenken.

Met genoegen neemt zij akte van de verbeteringen van jaarwedde, door den heer Minister verleend aan de kantonniërs van Staats wegen en zij zegt er hem dank voor.

* * *

De afbreking van het fooregebouw, dat het publiek schertsend den mohamedaanschen tempel noemt van het Jubelpark, is begonnen, alhoewel het bestuur er tot hiertoe geen hand aan stak. Zij wordt traagzaam maar zeker voortgezet door het wegbrokkelen en afvallen van de bouwstoffen waarmede het werd opgetrokken. 't Is waarlijk niet te begrijpen dat het Bestuur van Bruggen en Wegen niet gelast werd het optrekken na te zien van een gebouw dat aan den Staat 115,000 frank kostte en zijn eigendom is.

Wat er ook van zij, de langzame vernietiging van den mohamedaanschen tempel heeft jammerlijke gevolgen. Het panorama van Caïro, door Wauters geschilderd en door den heer Cavens geschonken, heeft te lijden door de verwaarlozing van het gebouw dat het zoogezegd moet beschutten.

Derhalve dringt de Middenafdeeling aan opdat de heer Minister zonder verwijl de inzichten uitvoere welke hij aankondigde in zijne redevoering van 16 Juli laatstleden. In afwachting dat het panorama van Wauters in degelijke voorwaarden kunne ten toon gesteld worden, hetzij in de hallen van het Jubelpark, hetzij elders, zou de schilderij kunnen opgerold worden en tegen beschadigingen door de luchtgesteldenis, zorgvuldig bewaard. Het afzigtelijk gebouw echter dat haar thans beschut, zou zonder toeven afgebroken worden.

Ziehier het antwoord van den heer Minister van Financiën, op de vraag dienaangaande door de Middenafdeeling gesteld :

VRAAG.

Denkt de heer Minister eerlang het gebouw te doen afbreken dat het panorama van Caïro, door den heer Wauters, in het Jubelpark bevat, en neemt hij maatregelen om die schilderij elders te plaatsen ?

ANTWOORD.

Van de herstelling van het gebouw dat het panorama van Caïro bevat, moet worden afgezien, uit hoofde van de overdrevene kosten.

Niets is besloten voor het bergen van die schilderij op eene andere plaats.

Een lid der Middenafdeeling klaagde dat de zondagsrust niet verleend wordt aan de sasseniërs noch aan de brugwachters. Uit inlichtingen aan goede bronnen geput, blijkt dat het uit bezorgdheid is voor de belangen der schipperij dat de heer Minister het verkeer op de vaarten zelfs des Zondags toelaat. De schipperij wordt eene geduchte mededinging aangedaan voor het vervoer van zware goederen door den spoorweg. Moesten sasseniërs en bruggen 's Zondags gesloten blijven, dan zou het benuttigen van het kapitaal aan schepen onmogelijk worden gemaakt, gedurende 52 dagen per jaar, 't is te zeggen gedurende een zevende gedeelte van 't jaar.

Dat wil men vermijden en daarom juist is het verkeer op de vaarten 's Zondags toegelaten zooveel als de andere dagen.

De volgende vraag, dienaangaande door de Middenafdeeling gesteld, bekwam maar een onvolledig antwoord.

VRAAG.

Kan de Regeering, door het toekennen van zekere vergoedingen aan de schipperij, sluizen en bruggen 's Zondags niet gesloten houden en aan sasseniers en bruggendraaiers de zondagsrust verleen?

ANTWOORD.

Alle gemak wordt verleend aan alle sluis- en bruggewachters om hen toe te laten op zon- en feestdagen hunne godsdienstige plichten te kwijten. Op het meerendeel onzer vaarten wordt overigens het verkeer thans 's Zondags enkel toegelaten van 9 uur 's morgens.

't Ware te wenschen dat er maatregelen werden genomen om de sluis- en bruggewachters rustdagen te verleen, naar gelang de noodwendigheden van den dienst.

* *

De Middenafdeeling stelde de volgende vraag betreffende de drankslijterijen, door de sasseniers gehouden :

VRAAG.

Kan het Departement van Financiën en Openbare Werken niet onmiddellijk de drankslijterijen doen sluiten, welke gehouden worden door de sasseniers ?

ANTWOORD

De machtiging om dranken te slijten in de huizen der sluis- en bruggewachters, werd nooit verleend tenzij tijdelijk en enkel als toegeving; het intrekken van die machtiging zou dus nooit recht kunnen geven op vergoeding.

Ik zou niet aarzelen op standen voet elke slijterij af te schaffen, welke tot eenig misbruik aanleiding zou geven.

* *

Herhaalde malen hield de Middenafdeeling zich bezig met het artikel der Begrooting (35d der Begrooting voor 1904) dat voor het inrichten en onderhouden van openbare parken en square's eene som van 150,000 frank voorziet.

Hierachter kan de Kamer inzage nemen van de uitgestrektheid dier openbare parken en square's, zooals de heer Minister van Financiën en Openbare Werken ze ons overmaakt.

	II.	A.	C.
Park van Tervuren	228	58	»
— van Laken	47	75	»
— van het Jubeljaar, het driehoekig park (5 II.) en het paleis inbegrepen (7 II.) .	33	»	»
Vijversstreek van Groenendaal	29	73	50
Park van het Observatorium te Ukkel	44	58	»
Hof van het Paleis der Academiën	4	22	60
Hof van het vroeger Observatorium	»	65	83
Square's rond de kerk van Laken.	»	48	50
Hof van het Wiertz-Museum	»	45	05
Square's der twee bruggen der Koninginnelaan	»	42	82
— der Troonplaats.	»	34	21
— van den Kleinen Zavel	»	30	40
— van het Museum der Hallepoort	»	24	48
Hof van het Moderne Museum	»	22	57
Square der Congres-kolom	»	17	50
— der Poelaertplaats en der Quatre-Bras-Straat	»	27	39
— ter aansluiting van de Regentiestraat met de Ruisbroekstraat	»	43	48
— der Koninklijke Bibliotheek	»	40	83
— der Martelaarsplaats	»	9	66
— van het Paleis van Schoone Kunsten	»	8	»
— der statie van Laken	»	5	84
— rond de Zavelkerk	»	2	65
Totaal.	355	88	31

N. B. In die tabel zijn niet begrepen de aanhoorigheden van wegen en lanen.

De Middenaafdeeling nam de Begrooting eenparig aan en op hare beurt stelt zij aan de Kamer voor ze goed te keuren.

De Verslaggever,

VERHAEGEN.

De Voorzitter,

HEYDEN.

